



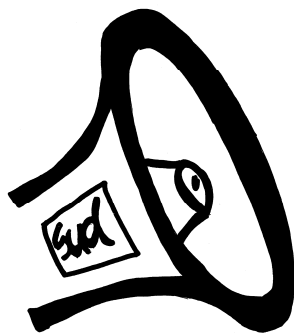
CAP locale du Vendredi 3 juillet 2009

Mouvement de mutations des agents d'administration du 1er septembre 2009 :

MUTATIONS

DES AGENTS D'ADMINISTRATION :

L'URGENCE PRISE EN COMPTE !



En propos liminaires, SUD Trésor a fait la remarque que l'organisation de la CAP locale en vue du mouvement de mutations du 1^{er} septembre pose, année après année, de plus en plus régulièrement, un problème de calendrier, que ce soit dans notre département ou dans d'autres. Certes, les réunions, notamment de groupes de travail, que ce soit localement ou nationalement, se multiplient dans la contexte de la création de la DGFIP. Cette multiplication n'est pas forcément synonyme d'approfondissement du dialogue social et ne doit surtout pas prendre le pas sur le dialogue paritaire dont le contenu doit être à la hauteur d'une instance représentative.

Pendant que le projet de loi sur la mobilité est en cours d'adoption par l'Assemblée Nationale, SUD Trésor, membre de l'Union syndicale Solidaires, a rappelé sa ferme opposition à ce projet et sa participation aux mobilisations en cours. Pour SUD Trésor, ce texte constitue une véritable casse du statut de la Fonction Publique, jusque là garant de la neutralité et de l'égalité de traitement des usagers. Cette casse du statut sera, après la vague actuelle de départ en retraites, un outil majeur au service des suppressions d'emploi au sein de la DGFIP. N'en doutons pas, la loi sur la mobilité concernera demain notre nouvelle direction unifiée.

Sur le mouvement de mutations en lui-même, SUD Trésor est intervenu sur le dossier d'un agent qui demande depuis mi 2004 son retour en Trésorerie Générale, les mouvements de deux collègues semblant lui ouvrir une opportunité. La direction nous a répondu que ces collègues étaient affectés dans des postes où la situation des effectifs était critique. SUD Trésor ne manquera pas de continuer de suivre ce dossier.

SUD Trésor s'est également inquiété du nombre grandissant de demandes de départs du service Liaison Rémunérations. Si l'avenir de ces agents dans le cadre de l'Opérateur National de Paie suscite sans aucun doute les préoccupations de nos collègues, la mise en place d'une rotation accélérée entre cellules du service, conséquence de « l'effet Bobigny », développe chez ceux-ci le sentiment d'un manque de confiance de leur hiérarchie, accentué par la mise en place du contrôle interne. Alors que la RGPP et la RADE, à travers la mise en place des DIRECCTE et des DREAL, n'est pas encore effective en matière de rapprochement des corps de fonctionnaires et en conséquence de leurs modes de rémunérations, cette rotation contribue à une perte de connaissances préjudiciable à la gestion des paies.

Sur trois demandes de mutations, les interventions de SUD Trésor lors de la dernière CAP locale ont manifestement été payantes puisqu'elles ont permis une reconnaissance du caractère d'urgence des situations évoquées.

SUD Trésor a regretté que la politique de suppressions massives d'emplois ne permette pas une fluidité réelle des mutations. Cependant, constatant que la direction locale avait respecté les engagements pris lors de la dernière CAP locale de mutations pour répondre à des situations d'urgence, SUD Trésor s'est abstenu sur le mouvement de mutations pour le 1^{er} septembre.

Vote :

Pour : Administration, FO, CFDT

Abstention : SUD, CGT

Vos élus SUD Trésor en CAP locale :

Patrice LAURRIN, titulaire
☎ : 03.87.38.68.59. ou 06.81.19.69.29.

Pascale WEISSE-ROY, suppléante
☎ : 03.87.38.69.38.

MOUVEMENTS AU 1^{er} SEPTEMBRE 2009

Arrivées

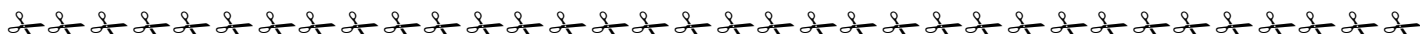
BERNIN Laurent	Haut Rhin	Château Salins
LECLERC Astride	Nouvelle Calédonie	Montigny (au 1/3/2010)
SCHERER Armelle	Paris	Faulquemont
STAMM Bernadette	Bas-Rhin	Bouzonville
TESTA-HALLEGUEN Valérie	Bas-Rhin	Metz Esplanade
WITTMANN Véronique	Bas-Rhin	Bitche

Départ

ROUL Héléna	Forbach PdF	Vendée
-------------	-------------	--------

Mouvements internes

GOULON Sandrine	Thionville 3F	Metz Esplanade
CLEMENT Martine	Metz Esplanade	Montigny les Metz
CORTINA Marsianne	Metz Esplanade	Metz TPH
LEONARD Monique	Liaison Rémunérations	Dépenses (sursis d'installation à discuter)
LORRAIN Dominique	Metz TPH	Pensions



Paris, le 25 juin 2009

Fonctions publiques et Assimilés

MOBILITE

Assemblée Nationale : Ça passe ou ça casse !

Le projet de loi relatif à la mobilité des fonctionnaires a été examiné par la Commission des lois de l'Assemblée Nationale le 17 juin 2007, en vue de son passage devant ladite assemblée en juillet ...(2,3 ou 6).

Comme on pouvait s'y attendre et malgré un ultime rendez-vous le 16 au matin, avec sept organisations syndicales nationales, les parlementaires de l'opposition n'ont pas réussi à faire supprimer les articles les plus dangereux.

Aujourd'hui, le Ministre de la Fonction Publique, se voulant ironique a déclaré lors du rendez-vous salarial de printemps, que les fonctionnaires étaient «protégés» du fait de leur statut !

Pour Solidaires, c'est tout simplement se moquer des agents et vouloir leur faire oublier que « le projet de loi mobilité » est une attaque frontale contre le statut des fonctionnaires et qu'il organise justement leur précarité :

- mise en situation de réorientation professionnelle, en cas de restructuration ou de suppression de poste, avec, à la clef, possibilité de licenciement,
- embauche de fonctionnaires sur des emplois à temps non complet,
- remplacement de fonctionnaires par des contractuels,
- recours à des intérimaires via des agences d'intérim...

**Continuons de nous mobiliser pour dire
NON à cette politique destructrice des services publics.**